
venance des trois chaînes de télévision de la France, programmation qui va bientôt atteindre la totalité du Canada par l'intermédiaire du satellite *Anik B*. Cette liberté de choix, les Canadiens n'hésitent pas à en payer le prix. L'an dernier, par exemple, ils ont consacré entre \$70 et \$80 millions à l'importation d'émissions télévisuelles américaines.

Pour nous en tenir à ce domaine névralgique, il faut bien voir que cette "libéralité" a des conséquences doublement inquiétantes. Le prix des productions canadiennes aptes à rivaliser avec une gamme toujours vaste d'émissions étrangères a atteint un niveau si élevé, que les téléspectateurs canadiens voient à toutes fins utiles leurs possibilités de choix en matière d'émissions canadiennes se rétrécir comme une peau de chagrin. Pourtant, l'action du gouvernement ne vise pas en ce domaine à bloquer aveuglément les importations. Elle a pour but premier de stimuler une production canadienne à la fois concurrentielle et attrayante et d'offrir ainsi aux Canadiens, voire aux Américains, de meilleures possibilités de choix. Bien sûr, un certain contingentement existe sous la forme d'exigences quant à la teneur canadienne des programmes, mais c'est la volonté de susciter un dynamisme créateur, et non le protectionnisme, qui caractérise nos orientations.

Le rôle du gouvernement

Le maintien d'une économie canadienne saine a depuis toujours été l'un de nos soucis, du fait à la fois de notre immensité, de la répartition de notre population sur une mince bande longeant notre frontière commune et du dynamisme sans égal du plus grand bloc économique du monde que vous constituez. Dès avant la Confédération, les Canadiens ont attendu de leur gouvernement qu'il favorise activement la croissance économique de leur pays. Qu'il s'agisse du chemin de fer qui a ouvert la voie à la Confédération, de l'établissement du réseau radio ou télévisuel transcanadien qui a permis notre épanouissement culturel, ou de la création d'un système national de satellite qui permettra l'ouverture du Canada sur le Nord, le rôle du gouvernement a toujours été estimé essentiel. Bien loin d'instaurer des monopoles d'État, les actions de l'État ont ouvert le pays au secteur privé. C'est ainsi qu'aujourd'hui, une douzaine de lignes privées courent le long du chemin de fer national; une douzaine de compagnies aériennes privées accompagnent Air Canada; les antennes de Radio-Canada se partagent les ondes avec celles de plusieurs réseaux privés et d'une myriade de stations privées.

Le Canada n'est pas unique à cet égard. Il en est de même en Angleterre, au Japon, en Italie, en France, et de plus en plus partout ailleurs, en particulier en ce qui concerne les activités d'information. Bien loin d'être considérées comme une intrusion perverse et non démocratique portant tort à la liberté de parole et à la libre entreprise dans ces pays, les interventions gouvernementales y sont vues comme un moyen rentable, efficace et démocratique de protéger ces libertés tout en assurant la survie de l'information nationale dans le nouveau contexte mondial.

Il est important que ceux qui font ou influencent les choix d'ordre politique retournent aux principes essentiels lorsqu'ils sont confrontés à des réalités changeantes. Jamais, depuis la révolution industrielle, nos économies n'avaient eu à faire face à des changements structuraux de cette ampleur. A l'ère industrielle, la main-d'oeuvre banale était le nombre; l'information étant le privilège des élites, des universités, des
